

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 49

Excusés : 23

Absents : 8

REUNION DU 16 DECEMBRE 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **LUNDI SEIZE DECEMBRE** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **DIX DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT
PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie.

EXCUSES

M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François,

AYANT
DONNE
POUVOIR A

Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. LAPORTE Pierre, Mme FILIPOVIC Biljana, M. CARRE Julien, M. DACHIVILLE Romain, Mme ELSODY Arhella, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. JIAR Youssef, M. BLANCHET Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie, M. PRUNIER Gérard, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme FAOUZI Hanane, Mme MEGHRAOUI Gemmila,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MEIGNEN Thierry, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, Mme YOUSOUF Mélissa.

SECRETAIRE
DE SEANCE

M. Olivier GUYON

**DELIBERATION N°156 – HABITAT – MISE EN ŒUVRE DE L'AUTORISATION PREALABLE DE TRAVAUX
CONDUISANT A LA CREATION DE PLUSIEURS LOCAUX A USAGE D'HABITATION (PERMIS DE DIVISER) SUR LA
COMMUNE DE VILLEPINTE**

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Martine VALLETON,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.111-6-1-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.423-70-1 et R.425-15-2,

Vu le décret n° 2017-1431 du 3 octobre 2017 relatif à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec la procédure d'autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant,

Vu la délibération du 7 décembre 2018 du conseil de métropole portant définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre,

Vu les Programmes Locaux de l'Habitat des communautés d'agglomération de l'aéroport du Bourget et de Terres de France, du Blanc-Mesnil, d'Aulnay-sous-Bois, et dans l'attente de l'adoption définitive du Plan Métropolitain de l'Hébergement et de l'Habitat,

Considérant les données du parc privé potentiellement indigne issues du Plan départemental de lutte contre l'habitat indigne de Seine-Saint-Denis 2018-2021.

Considérant la nécessité d'enrayer le processus de déqualification du bâti et du lutter contre toutes formes de mal-logement en recourant à des actions préventives et coercitives ~~permettant de sanctionner tous~~ contrevenants.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20241216-156-16-12-2024-DE
Date de télétransmission : 31/12/2024
Date de réception préfecture : 31/12/2024

Considérant que la mise en œuvre de ces dispositifs de proximité doit se faire à l'échelle communale pour être plus efficace.

Considérant la saisine de la commune de Villepinte par courrier en date du 13 novembre 2024, précisant la nature du dispositif à mettre en œuvre et le périmètre d'intervention.

Considérant que l'objectif de ce dispositif est de rendre obligatoire pour les propriétaires bailleurs dont les logements ne sont pas conventionnés, la demande d'autorisation préalable de travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation.

Considérant que le dispositif d'autorisation préalable de travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation, peut entrer en vigueur à compter de la publication de la délibération l'instaurant.

Considérant que lorsqu'une personne divise un logement sans remplir cette obligation de demande d'autorisation préalable, le préfet peut, après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé, ordonner le paiement d'une amende d'un montant maximal de 15 000 € versée à l'Agence nationale de l'habitat.

Après en avoir délibéré,

- **Décide** sur la commune de Villepinte la mise place de l'autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant à l'échelle communale.
- **Décide** qu'il sera possible d'utiliser la voie électronique pour effectuer auprès de la commune les demandes relatives à ce dispositif.
- **Dit** que le non-respect des dispositifs exposera tout contrevenant aux poursuites et sanctions prévues par les lois et règlements.
- **Autorise** le Président à signer tout document relatif à ces dispositifs.

Adopte à l'unanimité

(71 voix pour, 1 abstention : Rachid Belouchat)

